



Avec ou sans les Frères. Les islamistes arabes face à la résilience autoritaire

Laurent Bonnefoy, François Burgat

► To cite this version:

Laurent Bonnefoy, François Burgat. Avec ou sans les Frères. Les islamistes arabes face à la résilience autoritaire. Critique Internationale, 2018. halshs-02137724

HAL Id: halshs-02137724

<https://shs.hal.science/halshs-02137724>

Submitted on 23 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bonnefoy (Laurent) Burgat (François)

“Avec ou sans les Frères. Les islamistes arabes face à la résilience autoritaire “,

Critique internationale, n° 78, janvier-mars 2018.

Mots clefs : Islamisme, Salafisme, Frères Musulmans, Jihadisme, Daech, Al Qaïda, Démocratisation, Opposition, Printemps arabe, Arabie saoudite, Egypte, Syrie, Tunisie, Yémen,

Résumé :

Les recompositions du champ politique et institutionnel arabe ont initié l'affirmation d'acteurs aussi différents que le tunisien Rached Ghannouchi, co-initiateur de l'une des constitutions arabes considérées comme les plus laïques et à ce jour les plus fonctionnelles et, à l'autre bout d'un très large spectre politique, le « Calife » Abou Bakr al-Baghdadi, adepte des modes d'action ouvertement violents. Cette séquence historique conforte donc une vieille hypothèse qui entend montrer que les modes d'appropriation politique de l'appartenance religieuse musulmane sont non seulement différenciés mais tout autant évolutifs. L'exemple de la crise qui déchire le Yémen fournit une bonne illustration des limites de la propension occidentale à construire néanmoins les tensions politiques dans cette région du monde avec le vieux logiciel de l'opposition entre « islamistes » et « laïques », ou « islamistes » et « libéraux » selon les terminologies en vigueur au Maghreb ou en Arabie. Il s'avère très vite que chacun des clivages politiques (qu'il s'agisse de celui qui oppose la coalition « saoudienne » aux Houthis et à leurs alliés ou de celui qui voit s'affronter Daech et al Qaïda) mobilise une expression ou une autre de cet islam dit « politique ». On voit ainsi le préjudice qu'il y a faire de la catégorie « islamiste » un instrument fonctionnel de catégorisation des acteurs politiques. Sachant que les enjeux prioritaires des acteurs du champ islamiste – quelles que soient les rhétoriques, communautaires ou sectaires, qu'ils mobilisent, ne sont que très rarement d'ordre religieux ou doctrinal mais plus banalement profanes et d'ordre politiques et qu'ils expriment le plus souvent la volonté des acteurs concernés de défendre notamment des intérêts clientélistes plus qu'un dogme ou une interprétation d'un dogme religieux.

Abstract

Since 2011, the recompositions of the Arab political and institutional field have initiated the assertion of actors as different as the Tunisian Rached Ghannouchi, co-initiator of one of the Arab world's constitutions considered as the most secular and to this day the most functional and, at another end of a very wide political spectrum, the "Caliph" Abu Bakr al Baghdadi, which calls for direct violence. This historical sequence thus reinforces an old hypothesis that intends to show that the modes of political appropriation of Muslim religious affiliation are not only diverse but also evolutive. The example of the crisis tearing Yemen provides a good illustration of the limits of the Western propensity to interpret political tensions in this region of the world with the old software of the opposition between "Islamists" and "secularists", as said in the Maghreb, or "Islamists" and "liberals" as referred to in the Arabian Peninsula. It turns out very quickly that each political cleavage (whether it is the one that opposes the "Saudi" coalition to the Houthis and their allies, or the one that sees Daesh and al Qaeda fight one another)

mobilizes an expression or another of this Islam labelled "political". This shows - but the common political and media sense is slow to take note - the danger of making the "Islamist" category a functional instrument for categorizing potential political partners. Knowing that the main issues of actors in the Islamist field - whatever rhetoric, communitarian or sectarian, they mobilize, are very rarely religious or doctrinal. They are rather mostly political and profane and most often express the willingness of the actors concerned to defend trivial clientelist interests rather than a dogma or an interpretation of such a religious dogma.

Quelles transformations l'exclusion des « Frères fondateurs » égyptiens, après leur fugace mais emblématique passage au pouvoir entre juin 2012 et juillet 2013, a-t-elle induites au sein de la sphère oppositionnelle islamiste dans le monde arabe ? Quelles stratégies réactives génère dans ce vaste courant la « réobstruction » ou « redégradation » des canaux institutionnels de la représentation politique, corollaire de ce que l'on peut désigner comme un processus de résilience autoritaire [1] ? Enfin, comment les contextes de guerre transforment-ils les termes de la concurrence entre acteurs des champs islamistes ? Dépassant les limites du regard sécuritaire, souvent focalisé sur l'Organisation de l'État islamique, sans négliger pour autant l'importance factuelle ou symbolique de ce nouvel acteur régional, les contributions réunies dans ce dossier mobilisent une approche de sociologie politique pour rendre compte des reconfigurations de l'islamisme sunnite [2] au moment où celui-ci est confronté à la réinvention des autoritarismes. Féroce réprimés par le gouvernement égyptien, ostracisés et criminalisés par l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis qui sont engagés, y compris sur le plan militaire, dans l'ensemble de la région, les Frères musulmans se trouvent aujourd'hui dans une crise profonde qui contribue à restructurer l'ensemble du paysage islamiste sunnite. Avec ou sans les Frères, ce champ aussi bien politique que religieux, fortement concurrentiel, demeure un objet d'analyse central pour la compréhension des sociétés et des systèmes politiques arabes contemporains. Plus largement, il permet d'engager une réflexion sur les ressorts de la conflictualité et sur les dynamiques de polarisation identitaire.

Des trajectoires politiques bouleversées

Après sept années de « Printemps arabes », le paysage institutionnel et politique a été, au Proche-Orient comme au Maghreb, profondément restructuré[3]. En Égypte, l'éviction brutale, en juillet 2013, de Muhammad Morsi, premier président égyptien élu au suffrage universel, et des Frères musulmans qui l'avaient porté au pouvoir a symboliquement clos la première phase de cette reconfiguration. Celle-ci avait été initiée par de puissantes mobilisations protestataires qui avaient débouché sur la chute de deux des principaux symboles de l'autoritarisme arabe, Zine El Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, suivis par Muammar Qadhafi et Ali Abdallah Saleh [4].

Tout d'abord discrets, sinon absents (au même titre que l'ensemble des forces partisans constituées), les acteurs islamistes ont pris ensuite une place centrale dans ces processus de transition. Ils ont en effet réussi non seulement à intégrer ces mouvements mais aussi à les dominer [5], engageant parfois en interne de passionnantes réflexions critiques sur les postures et idéologies islamistes [6]. La capacité des Frères musulmans, la branche majoritaire de l'islamisme sunnite, à « jouer le jeu » du pluralisme naissant et à remporter des scrutins organisés dans le sillage de la chute des régimes autoritaires a démenti alors les prophéties réductrices qui cherchaient depuis longtemps, dans le débat public, à les cantonner au seul registre de la violence et de la mobilisation antidémocratique [7].

Aussi différentes qu'aient été les configurations nationales, la séquence « contre-révolutionnaire » amorcée en 2013 a été partout marquée par un semblant de retour à la case départ de l'autoritarisme[8]. Pour les acteurs islamistes qui nous intéressent ici, cette nouvelle phase s'est caractérisée, en écho ou non à la chute des Frères égyptiens, par un recours à la violence répressive qui a pu induire une désaffection militante (consécutive à l'épreuve du « passage au formel » d'un parti clandestin) [9] et une contre-violence armée [10]. Les demandes politiques censées exprimer, par la voie institutionnelle, les aspirations citoyennes ont été ainsi bloquées et déviées, fréquemment repoussées vers des expressions de substitution. Cette « réobstruction » des canaux de la participation et de la représentation, à rebours des promesses des « Printemps arabes », continue de signaler le caractère hybride de formules politiques dans lesquelles les références à la démocratie sont présentes de façon quasi systématique et les consultations électorales fréquentes. Cette particularité était d'ailleurs déjà caractéristique des régimes arabes

dans les années 1990 et 2000, ainsi que l'avaient souligné les politistes et historiens Michel Camau [11], Ghassan Salamé [12], Philippe Droz-Vincent [13], Vincent Geisser [14], Oliver Schlumberger [15] et Joseph Sassoon [16].

Dans un panorama politique qui s'était ouvert de manière fugace [17], cette détérioration rapide des canaux de la représentation et de la participation politique va donc de pair avec une spectaculaire exacerbation de la violence répressive à laquelle font écho, pour certains, un radicalisme doctrinal accru [18]. [CR1] Dans les sociétés dont le tissu confessionnel était pluriel (Syrie, Irak, Bahreïn, Yémen notamment), cette phase a été également le théâtre de polarisations identitaires, ethniques (entre Kurdes et Arabes, mais pas seulement) ou confessionnelles (entre sunnites et chiites essentiellement) sans précédent [19], qui ont favorisé le développement de conflits armés. Il est donc faux d'interpréter la résilience de l'autoritarisme, particulièrement marquée dans l'Égypte du maréchal Abdel Fatah al-Sissi, en termes de *statu quo* ou de retour à l'ordre « prérévolutionnaire » [20] : ce phénomène génère en effet des résistances nouvelles, parfois violentes, et s'appuie sur des configurations et alliances inédites aux niveaux local, régional et international. En Syrie, en Irak, au Yémen et en Libye, ces oppositions islamistes militarisées ont ainsi débordé la périphérie extrême des sociétés pour se rapprocher du centre des systèmes politiques les plus gravement bloqués [21], et alimenter à leur tour la violence armée.

Malgré l'extrême fluidité des situations de conflit et les difficultés d'analyse qui en découlent (impossibilité de faire usage de données statistiques systématiques ou fiables ou de réaliser des enquêtes conformes aux exigences idéales de la recherche), notre ambition est de rendre compte des transformations en cours au sein du courant islamiste sunnite. Au-delà des ressort locaux et régionaux de la résilience des autoritarismes ou des enjeux de la survie nationale ou internationale des réseaux fréristes, les auteurs de ce dossier ont voulu étudier les repositionnements à l'œuvre au sein des différentes expressions « fréristes », salafistes quiétistes ou jihadistes, et pour ce faire ont placé au cœur de leur réflexion les interactions en cours au sein du champ islamiste. Face à l'abondance relative des travaux s'intéressant plus particulièrement aux structures partisans islamistes (à travers leurs résultats électoraux, par exemple) [22] ou à leurs fondements idéologiques et doctrinaux [23], ils ont choisi plus particulièrement d'analyser les effets de concurrence interne au champ islamiste sur la trajectoire de chacun des acteurs. La réflexion sur les articulations entre résilience autoritaire, conflit armé et recompositions

islamistes sunnites est donc au cœur de ce dossier et constitue sans doute son principal apport analytique.

L'omniprésente diversité de la référence islamiste

Du soutien apporté par le parti salafiste égyptien Al-Nour au maréchal al-Sissi dans sa répression violente des Frères musulmans au discours de rupture radicale porté par l'État islamique, l'islamisme dans sa composante sunnite englobe un spectre d'acteurs, de projets, de stratégies et d'idéologies d'une étendue inégalée. La phase révolutionnaire, nous rappellent les différents auteurs de ce dossier, a révélé une réalité qui n'est pas encore acceptée de façon unanime : les acteurs islamistes ne sont pas réductibles à une, et une seule, idéologie politique aux contours définis et figés. La situation dans laquelle ils évoluent se rapproche davantage du résultat d'un processus plus vaste de reconnexion de tout le terroir de production des idéologies politiques au lexique de la culture islamique héritée [24]. C'est en ce sens que l'on peut désigner la trajectoire de l'islamisme au lendemain des « Printemps arabes » comme relevant d'une « omniprésente diversité ». Au Maghreb comme au Proche-Orient, la plupart des lignes de clivage politiques, confessionnelles et géopolitiques traversent le champ de l'« islam politique » bien plus qu'elles ne manifestent la volonté des acteurs de s'approprier le monopole de la référence islamique ou, à l'inverse, de la rejeter. Ainsi, elles ne se structurent pas autour d'un axe simplificateur pro- ou anti-islamiste. Les débats opposent parfois les appartenances chiïtes et sunnites bien sûr, mais, bien plus systématiquement encore, ils opposent aussi entre elles, toutes appartenances confondues, différentes expressions ou options politiques très profanes. Cela est particulièrement net dans les situations de guerre civile où partisans du pluralisme, défenseurs de la démocratie ou adeptes de l'exportation de la violence sont présents dans une grande variété de formations[25]. Par ailleurs, que ce soit en Irak, en Syrie ou au Yémen, l'écrasante majorité des formations politiques et des milices – sunnites comme chiïtes – qui s'affrontent sur le terrain usent du lexique de l'islam politique. Issue d'un long processus de rupture à l'égard des catégories symboliques importées ou imposées par la colonisation, la dynamique de « réislamisation » ne demeurera sans doute pas éternellement fonctionnelle, mais, pour l'heure, les clivages les plus

mobilisateurs s'inscrivent majoritairement dans le cadre d'un lexique islamique plus transversal que jamais.

Les variables à l'œuvre dans le sillage de l'éviction des Frères musulmans égyptiens sont diverses. Celles que nous identifions pour expliquer les trajectoires des mouvements et partis étudiés résultent moins des spécificités idéologiques que des dynamiques oppositionnelles profanes dans lesquelles sont impliqués ces acteurs.

Le degré d'institutionnalisation des oppositions et des appareils d'État lors de la séquence précédant les mobilisations protestataires de 2011 constitue une première variable que soulignent les quatre contributions du dossier. Il a déterminé, dans le contexte de la transition politique, l'ampleur du défi qu'ont eu à relever les nouveaux élus. Ceux-ci ont ainsi hérité d'institutions structurées autour de relations clientélistes et d'organisations prétorienne [26] et n'ont que rarement eu les moyens de les transformer et de tenir leurs promesses. Privées de tout espace, de droit en Libye, de fait en Syrie, les oppositions faisaient en revanche partie – fût-ce dans des limites étroites – des arènes politiques tunisienne, yéménite, marocaine ou égyptienne.

Une autre variable importante est l'expérience et la mémoire collectives de la répression. Dans certains contextes, la société avait le souvenir des séquences répressives passées et, plus encore, du coût d'un embrasement protestataire généralisé. Ce fut particulièrement le cas en Algérie (la « décennie noire » des années 1990 [27]), au Liban (la guerre civile de 1975-1990) et en Syrie (la répression, en 1982, du soulèvement « de Hama », mais qui fut en réalité bien plus large [28]). Cette mémoire a influé tant sur l'ancrage populaire des protestations que sur les stratégies respectives des différentes formations islamistes.

Dans des contextes d'ouverture – aussi fugace soit-elle – du champ politique, des effets de rivalité ont très logiquement contribué à définir l'itinéraire de chacune de ces formations. La plus importante de ces rivalités oppose les mouvements fréristes et salafistes, notamment en Égypte, où ces derniers, en décidant dans le sillage de la chute de Moubarak de se convertir à la compétition électorale, sont venus défier les Frères sur leur terrain [29]. Souvent, ces recompositions ont également interféré avec la politisation d'identités régionales, ethniques et tribales, en particulier dans les pays – Libye, Syrie, Irak, Yémen – qui ont glissé vers la guerre civile [30].

Enfin, la temporalité des protestations nationales a largement influencé la réaction, complexe et changeante, de l'environnement international : par exemple, la posture de la Russie en Syrie doit

être comprise en lien avec l'interventionnisme de l'OTAN en Libye contre l'armée de Qadhafi. Ces ingérences ont pu accroître l'importance de la variable internationale dans les stratégies différenciées des formations islamistes, financées ou soutenues par des acteurs étrangers, étatiques ou para-étatiques, ou alors bombardées et criminalisées. Il en va de même, avec des acteurs régionaux, dans les contextes yéménite et irakien où l'engagement de l'Arabie Saoudite, du Qatar et des Émirats arabes unis a préexisté aux protestations printanières et contribué, lui aussi, à reconfigurer la compétition dans les champs islamistes.

Méthodologie et enseignements du dossier

L'idée de ce dossier est née à l'issue du colloque « With or Without the Brothers. Domestic, Regional and International Trends in Islamism » organisé en octobre 2015 au CERI dans le cadre du programme ERC WFAW (« When Authoritarianism Fails in the Arab World ») (2013-2017).

Le projet éditorial et méthodologique visant à encourager l'écriture en binôme, c'est-à-dire par un chercheur rattaché à ou issu d'une institution du monde arabe et un chercheur travaillant dans une université européenne, nous a semblé particulièrement stimulant. Depuis le tandem fondateur de Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayyad[31], cette démarche de production scientifique, même si elle induit inévitablement des contraintes spécifiques, et pas seulement linguistiques, fait sens d'abord sur le plan symbolique. Elle a pour vocation de favoriser l'accès à une revue internationale à des chercheurs arabophones qui n'y publient que trop rarement, et ainsi contribue à renouveler le regard et les approches. Par ailleurs, elle permet ici, conjoncturellement, de dépasser les contraintes d'accès au terrain dans des pays où la guerre et la répression limitent à l'extrême les possibilités pour un étranger de travailler. Bien évidemment, l'objectif de cette démarche n'est pas de faire peser le risque sur le chercheur « indigène » ou de lui faire jouer le rôle de « fixe ». Laurent Bonnefoy, Stéphane Lacroix et Thomas Pierret cumulent chacun plusieurs années d'enquête de terrain au Yémen, en Égypte et en Syrie, et maîtrisent leur objet tout en ayant accès aux sources en langue arabe. Abdulsalam al-Rubaidi, Ahmed Zaghoul Shalata et Ahmad Abazeid, quant à eux, ont, dans un cadre volontariste, aussi égalitaire et réflexif que possible, apporté leurs questionnements et leurs analyses, et ont pu les

confronter au regard « étranger ». Il s'est donc agi d'échanger des points de vue et d'établir, par le débat, des approches complémentaires pour les retranscrire en français.

Certes, ce choix d'écriture a limité l'engagement des contributions dans le débat disciplinaire ou la discussion d'enjeux théoriques – lesquels, il faut bien le reconnaître, restent souvent ancrés dans un contexte occidental, voire essentiellement francophone – mais ce « prix à payer » nous semble rétrospectivement bien bas par rapport à la valeur heuristique de la démarche entreprise.

L'incessante reconfiguration des multiples composantes « islamistes » de la rébellion syrienne offre aujourd'hui un terrain d'observation particulièrement riche. Au terme d'une observation fine des modalités et des critères d'interaction des groupes entre eux et notamment du comportement de la mouvance jihadiste au sein de son environnement « nationaliste », Ahmad Abazeid et Thomas Pierret enrichissent précieusement notre connaissance de cette composante « vedette » de la dernière génération des mobilisations islamistes. Dans un contexte de guerre dont on est naturellement enclin à penser qu'il aurait tendance à accélérer la montée aux extrêmes, l'étude des tensions internes au groupe Ahrar al-Sham offre la lecture d'un cas « contre-intuitif » de « déradicalisation »[32].

Au Yémen, analysent Laurent Bonnefoy et Abdulsalam al-Rubaidi, le contexte de guerre a bouleversé les termes de la compétition politique et religieuse, favorisant une polarisation identitaire qui apparaît comme en rupture avec l'histoire et les représentations. Construite, la confessionnalisation, a une dimension autoréalisatrice troublante.

Stéphane Lacroix et Ahmed Zaghloul Shalata se penchent sur les contraintes institutionnelles du champ religieux musulman égyptien et sur la compétition qui s'y déroule, largement structurée par le pouvoir et induite par la répression des Frères musulmans par le président al-Sissi ainsi que par la reprise en main de l'ensemble des acteurs religieux.

Deux autres projets d'écriture, l'un sur les recompositions sunnites en Irak, l'autre sur le contexte algérien n'ont malheureusement pas abouti. L'article de Marie Vannetzel, s'il ne s'inscrit pas dans l'ambition contraignante de l'écriture à quatre mains, relève lui aussi d'une même tentative de dépassement des contraintes propres à la recherche sur un objet « délicat » : les Frères musulmans dans l'Égypte contemporaine. Elle a pu, en s'intéressant aux trajectoires islamistes égyptiennes en Turquie, décentrer le regard et proposer une stimulante réflexion sur les mobilisations islamistes, notamment dans leur dimension transnationale. L'espace turc n'a pas offert aux Frères en exil les ressources de substitution espérées : dans l'expatriation, leur cause a

été au contraire « réinvestie », voire détournée par le pouvoir turc au service de son propre agenda national.

Entre soumission résignée et collaboration avec les régimes, dépolitisation, exil, conversion à l'action humanitaire ou, au contraire, passage à la guérilla, locale ou mondialisée, les dynamiques observées sont particulièrement variées. Néanmoins, les quatre contributions de ce dossier aboutissent au même constat : celui de la plasticité extrême de la référence islamique en politique et de la largeur du registre au service duquel elle peut être mobilisée. Elles permettent de recenser diverses variables idéologiques ou stratégiques sur lesquelles se cristallise la différence entre les modes d'action des groupes djihadistes et ceux des autres expressions politiques de l'appartenance à l'islamisme. L'élitisme de mouvements jihadistes qui s'appuient sur une avant-garde en quête de pureté doctrinale se trouve ainsi en tension avec une approche qui semble disposée à faire des concessions idéologiques (sur l'application de la charia, la référence au caractère « civil » de l'État et bien sûr la notion de « démocratie ») pour obtenir l'appui non seulement des populations locales mais aussi de certains acteurs régionaux. La centralité des dynamiques banalement politiques et contextuelles s'impose par rapport aux variables idéologiques et religieuses. Certes, une telle conclusion n'est sans doute pas novatrice mais, dans le contexte lourd qui caractérise le débat public et qui trouve également des expressions dans le champ scientifique, elle est nécessaire. Il est en effet utile et stimulant d'affirmer de telles conclusions et de démontrer, production scientifique à l'appui, la pertinence mais aussi la possibilité d'une approche dépassionnée des objets islamistes dans le monde arabe.

Laurent Bonnefoy est politiste et arabisant, chargé de recherche CNRS au Centre de recherches internationales (CERI-Sciences Po/CNRS). Ses travaux portent sur les mobilisations islamistes et les dynamiques de politisation, particulièrement au Yémen où il a séjourné pendant quatre ans. Il a publié notamment *Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity* (Londres, Hurst, 2011) et *Le Yémen. De l'Arabie heureuse à la guerre* (Paris, Fayard/CERI, 2017).

laurent.bonnefoy@sciencespo.fr

François Burgat est politiste et arabisant, directeur de recherche émérite CNRS à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM, Aix-en-Provence). Ses travaux portent sur les mobilisations islamistes au Maghreb et au Proche Orient. Il a notamment

publié *Comprendre l'Islam politique. Une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste* (La Découverte 2016)

francoisburgat73@gmail.com

[1] Le débat sur la résilience des structures et institutions autoritaires est né dans les années 1990 au sujet de la Chine, il a été largement repris et adapté au contexte arabe, soulignant ainsi la capacité d'adaptation et l'exportation de modèles pour préserver, tout en la transformant, la mainmise des groupes au pouvoir sur les ressources et capitaux de diverses natures. Dès les premiers mois des « Printemps arabes », la réflexion a été renouvelée et largement diffusée. Steven Heydemann, Reynoud Leenders, « Authoritarian Learning and Authoritarian Resilience: Regime Responses to the “Arab Awakening” », *Globalizations*, 8 (5), 2011, p. 647-653.

[2] L'islamisme chiite, dont, pour des raisons de cadrage, il ne sera pas question dans ce dossier, a lui aussi été une composante importante de la configuration protestataire printanière. Souvent mobilisé au service de formations étatiques ou para-étatiques, et donc « contre-révolutionnaires » (en Syrie, en Iran, en Irak ou au Liban), il n'en a pas moins été le cadre de mobilisations de protestations (au Yémen, au Bahreïn et en Arabie Saoudite).

[3] Robin Beaumont, Xavier Guignard, « Partis et recompositions politiques : quelques enseignements du Printemps arabe », *Confluences Méditerranée*, 98, 2016, p. 9-19.

[4] La littérature sur les mobilisations arabes de 2010 et 2011 est abondante. Notons en langue française Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Filleule (dir.), *Retour sur les situations révolutionnaires arabes*, dossier, *Revue française de science politique*, 62 (5-6), 2012 ; Eberhard Kienle, Laurence Louër (dir.), *Économie politique des soulèvements arabes*, dossier, *Critique internationale*, 61, 2013, p. 11-103 ; Amin Allal, Thomas Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes : devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, 2014 ; Michel Camau, Frédéric Vairel (dir.), *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2015.

[5] Jillian Schwedler, « Islamists in Power? Inclusion, Moderation, and the Arab Uprisings », *Middle East Development Journal*, 5 (1), 2013, en ligne ; Khalil al-Anani, « Islamist Parties in the post-Arab Spring », *Mediterranean Politics*, 17 (3), 2012, p. 466-472 ; Muhammad Abu Rumman, *Al-salafiyun wal-rabi' al-'arabi: sual al-din al-dimuqratiyya fil-siyasa al-'arabiyya* (Les salafistes et le Printemps arabe : la question de la religion et de la démocratie dans la politique arabe), Beyrouth, Markaz al-dirassat al-wahda al-'arabiyya, 2014 ; François Burgat, « De Ghannouchi à Baghdadi. Le printemps an IV, entre contre-révolution et confessionnalisation », *Les carnets de l'IREMAM*, 20 avril 2015, version en ligne.

[6] Un exemple de publication critique stimulante et ambitieuse est menée par le militant jordanien Muhammad Tawfiq, *Al-naqd al-dhati 'and al-islamiyin*, tome 1, *Al-tiyarat al-qitaliya*, tome 2, *al-islam al-siyassi* (La critique personnelle sur les islamistes, tome 1, Les mouvements combattants, tome 2, L'islam politique), Beyrouth, Namaa Center for Research and Studies, 2016. Une autre publication, rédigée par un penseur saoudien, proche des Frères musulmans, illustre les débats internes à ce courant en invoquant la primauté de la souveraineté politique sur l'application du droit islamique. Abdallah al-Maliki, *Siyadat al-umma qabl tatbiq al-shari'a* (La souveraineté de la nation avant l'application de la charia), Riyad, Arab Network for Studies and Publications, 2011.

[7] Gilbert Achcar, *Morbid Symptoms. Relapse in the Arab Uprising*, Londres, Saqi, 2016.

- [8] Asef Bayat, *Revolution without Revolutionaries: Making Sense of the Arab Spring*, Stanford, Stanford University Press, 2017.
- [9] Marie Vannetzel, *Les Frères musulmans égyptiens. Enquête sur un secret public*, Paris, Karthala/CERI, 2016.
- [10] Hasan Abu Hanieh, Muhammad Abu Rumman, *Tanzim al-dawla al-islamiyya* (L'Organisation de l'État islamique), Amman, Friedrich Ebert Stiftung, 2015 ; Laurent Bonnefoy, François Burgat, Pascal Ménoret (eds), *From Structural Violence to Violent Activism around the Persian Gulf*, numéro spécial, *The Muslim World*, 101 (2), 2011, p. 125-368.
- [11] M. Camau, « Globalisation démocratique et exception autoritaire arabe », *Critique internationale*, 30, 2006, p. 59-81.
- [12] Ghassan Salamé (dir.), *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994.
- [13] Philippe Droz-Vincent, *Moyen-Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Paris, PUF, 2004.
- [14] Vincent Geisser, « L'autoritarisme des “dominés” : un mode paradoxal de l'autoritarisme politique ? », dans Olivier Dabène, Vincent Geisser, Gilles Massardier (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle. Convergences Nord/Sud*, Paris, La Découverte, 2008, p. 181-212.
- [15] Oliver Schlumberger (ed.), *Debating Arab Authoritarianism*, Stanford, Stanford University Press, 2007.
- [16] Joseph Sasseoon, *Anatomy of Authoritarianism in the Arab Republics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.
- [17] Vincent Geisser, Déborah Perez, « De la difficulté à “faire parti” dans la Tunisie post-Ben Ali », *Confluences Méditerranée*, 98, 2016, p. 21-44 ; Laurent Bonnefoy, Judit Kuschnitzki, « Salafis and the “Arab Spring” in Yemen: Progressive Politicization and Resilient Quietism », *Arabian Humanities*, 4, 2015, en ligne ; F. Burgat, « La Libye en 2014 : du long “one man show” de Qadhafi aux débuts de la société plurielle », *Les carnets de l'IREMAM*, 9 février 2014, en ligne.
- [18] Mohammed Hafez, *Why Muslims Rebel: Repression and Resistance in the Islamic World*, Boulder, Lynne Rienner, 2004.
- [19] Les dynamiques liées au confessionnalisme (*ta'ifiyya* en arabe), voire à la confessionnalisation (désignée par le néologisme *tatayif*, ou *sectarianization* en anglais), au Moyen-Orient font l'objet d'une abondante littérature, y compris en langue arabe. Ces vocables renvoient, d'une part, à un ordonnancement institutionnel pratiqué au Liban notamment, d'autre part, et de plus en plus, à la polarisation identitaire autour de référents religieux sunnites et chiïtes dans le monde arabe. Anna Bozzo, Pierre-Jean Luizard (dir.), *Polarisations politiques et confessionnelles. La place de l'islam dans les « transitions » arabes*, Rome, Roma Tre Press, 2015, en ligne ; Nader Hashemi, Danny Postel (eds), *Sectarianization. Mapping the New Politics of the Middle East*, Londres, Hurst, 2017 ; Sari Hanafi, « *Al-harb wal-ta'ifiyya wal-makhyal al-ijtima'i fi suriya* » (La guerre, le confessionnalisme et l'imaginaire social en Syrie), *Ma'had al-'alam lil-dirasat*, 21 juillet 2016, en ligne.
- [20] Bjørn Olav Utvik, « A Question of Faith? Islamists and Secularists Fight over the post-Mubarak State », *Contemporary Arab Affairs*, 10 (1), 2017, p. 93-117.
- [21] François Burgat, Bruno Paoli (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013 ; Loulouwa al-Rasheed, Matthieu Rey, « Les racines de l'État islamique », *La vie des idées*, 9 février 2016, en ligne.

- [22] Halia Gana, Gilles Van Hamme (dir.), Élections et territoires en Tunisie. Enseignements des scrutins post-révolution (2011-2014), Paris/Tunis, Karthala/IRMC, 2016 ; Bernard Rougier, Hala Bayoumi, « Sociologie électorale de la séquence 2011-2013 », dans S. Lacroix, B. Rougier (dir.), *L'Égypte en révolutions, op. cit.*, p. 165-189.
- [23] Brynjar Lia, « Jihadis Divided between Strategists and Doctrinarians », dans Assaf Moghadam, Brian Fishman (eds), *Faultlines in Global Jihad: Organizational, Strategic, and Ideological Fissures*, Londres, Routledge, 2011, p. 69-87 ; Joas Wagemakers, *A Quietist Jihadi. The Ideology and Influence of Abu Muhammad al-Maqdisi*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- [24] F. Burgat, *Comprendre l'islam politique. Une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste (1973-2016)*, Paris, La Découverte, 2016.
- [25] Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS Éditions, 2016.
- [26] Sur les problématiques de la continuité des institutions autoritaires et prétoriennes en contexte arabe, voir Nazih N. M. Ayubi, *Over-Stating the Arab State: Politics and Society in the Middle East*, Londres, IB Tauris, 1995 ; Mohammed Hachemaoui, « Changement institutionnel vs. durabilité autoritaire. La trajectoire algérienne en perspective comparée », *Cahiers d'études africaines*, 220, 2015, p. 649-686.
- [27] Myriam Aït-Aoudia, *L'expérience démocratique en Algérie (1988-1992)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- [28] Raphaël Lefèvre, *Ashes of Hama. The Muslim Brotherhood in Syria*, Londres, Hurst, 2013 ; T. Pierret, *Baas et islam en Syrie. La dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, PUF, 2011.
- [29] S. Lacroix, « Sheikhs and Politicians. Inside the New Egyptian Salafism », *Brookings Doha Briefing*, juin 2012, en ligne.
- [30] Sur les processus de politisation des référents identitaires et de polarisation violente en contexte de guerre civile, voir notamment André Guichaoua, *Rwanda : de la guerre au génocide*, Paris, La Découverte, 2010 ; pour le cas irakien, voir Thomas Sommer-Houdeville, « Remaking Iraq: Neoliberalism and a System of Violence after the US Invasion », thèse de doctorat de sociologie, Université de Stockholm, 2017 ; Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean (dir.), *Identités et politique. De la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- [31] Pierre Bourdieu, Abdelmalek Sayad, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Minuit, 1964.
- [32] Farhad Khosrokhavar, « Quelques réflexions sur la notion de radicalisation », *Les Carnets du CAPS*, 24, 2017, p. 9-29.
-